

(168) L. 28 germ. an IV [17 avril 1796], contenant des mesures répressives des délits qui peuvent être commis par la voie de la presse.

ART. 5. Les auteurs qui se permettraient de composer, et généralement toutes personnes qui imprimeraient, distribueraient, vendraient, colporteraient, afficheraient des écrits contenant les provocations déclarées criminelles par la loi du 27 germinal présent mois, seront poursuivis de la manière qu'il est porté dans ladite loi contre les auteurs de ces provocations.

6. Ceux qui seront trouvés vendant, distribuant, colportant ou affichant aucun desdits écrits, seront arrêtés et conduits devant le directeur du jury d'accusation; ils seront tenus de nommer les personnes qui leur ont remis lesdits écrits. Les personnes déclarées seront successivement appelées, jusqu'à ce que le directeur du jury parvienne à l'imprimeur ou à l'auteur.

8. Dans le cas où l'auteur ne serait point indiqué par les imprimeurs, vendeurs, distributeurs, colporteurs et afficheurs, ainsi que dans le cas où les indications qu'ils auraient données se trouveraient fausses, ou porteraient, soit sur un étranger, soit sur une personne non domiciliée, ils seront punis de deux années de fers; en cas de récidive, ils seront punis de la déportation.

(169) DÉCR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, titre II.

ART. 8. Ceux qui seraient prévenus d'avoir attenté publiquement aux mœurs, par outrage à la pudeur des femmes, par actions déshonnêtes, par exposition ou vente d'images obscènes, d'avoir favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, pourront être saisis sur-le-champ et conduits devant le juge de paix, lequel est autorisé à les faire retenir jusqu'à la prochaine audience de la police correctionnelle.

9. Si le délit est prouvé, les coupables seront condamnés, selon la gravité des faits, à une amende de cinquante à cinq cents livres, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, s'il s'agit d'images obscènes. Les estampes et les planches seront en outre confisquées et brisées.—Quant aux personnes qui auraient favorisé la débauche ou corrompu des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe, elles seront, outre l'amende, condamnées à une année de prison.

(168) L. 28 germinal año IV [17 de Abril de 1796], que contiene medidas represivas contra los delitos que pueden cometerse por medio de la prensa.

ART. 5. Los autores que se permitieren componer, y generalmente todas las personas que impriman, distribuyan, vendan ó fijen escritos que contengan las instigaciones que declara criminales la ley de 27 germinal (que es el presente mes), se perseguirán del mismo modo que la espresada ley señala, contra los autores de dichas instigaciones.

6. Los que se encontraren vendiendo, distribuyendo ó fijando algunos de dichos escritos, serán aprehendidos y conducidos ante el director del jurado de acusacion; estarán obligados á nombrar las personas que les hayan entregado dichos escritos. Las que hayan sido indicadas por aquellos, serán llamadas sucesivamente hasta que el director del jurado descubra al impresor ó al autor.

8. En el caso en que el autor no sea indicado por los impresores, vendedores, distribuidores y fijadores, así como en el caso en que, las indicaciones que hayan dado resultaren falsas ó recayesen ya en un extranjero, ó ya en una persona no domiciliada, serán castigados con dos años de grillete; en caso de reincidencia, se castigarán con la deportacion.

(169) DECR. 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. II.

ART. 8. Los que fueren acusados de haber atentado públicamente contra las costumbres, por medio de ultraje al pudor de las mujeres, por acciones deshonestas, por esposicion ó venta de figuras obscenas, de haber favorecido la prostitucion ó corrompido jóvenes del uno ó del otro sexo, podrán ser aprehendidos inmediatamente y conducidos ante el juez de paz, quien está autorizado para hacerlos retener hasta la próxima audiencia de la policia correccional.

9. Si el delito fuere probado, los culpables serán condenados segun la gravedad de los hechos, á una multa de cincuenta á quinientas libras, y á una prision que no podrá excéder de seis meses, si se tratare de figuras obscenas. Las estampas y las láminas serán confiscadas y rotas.—En cuanto á las personas que hubieren favorecido la prostitucion ó corrompido jóvenes del uno ó del otro sexo, serán condenadas además de la multa, á un año de prision.

10. Les peines portées en l'article précédent seront doubles en cas de récidive.

(170) ANCIEN ART. 290. Tout individu qui, sans y avoir été autorisé par la police, fera le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures, mêmes munis des noms d'auteur, imprimeur, dessinateur ou graveur, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

(\*) L. 10 déc. 1830, sur les afficheurs et crieurs publics.

ART. 1<sup>er</sup>. Aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques ou traitant d'objets politiques, ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places ou autres lieux publics.—Sont exceptés de la présente disposition les actes de l'autorité publique.

2. Quiconque voudra exercer, même temporairement, la profession d'afficheur ou crieur, de vendeur ou distributeur, sur la voie publique, d'écrits imprimés, lithographiés, gravés ou à la main, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant l'autorité municipale et d'indiquer son domicile.—Le crieur ou afficheur devra renouveler cette déclaration chaque fois qu'il changera de domicile.

3. Les journaux, feuilles quotidiennes ou périodiques, les jugemens et autres actes d'une autorité constituée, ne pourront être annoncés dans les rues, places et autres lieux publics, autrement que par leur titre.—Aucun autre écrit imprimé, lithographié, gravé ou à la main, ne pourra être crié sur la voie publique qu'après que le crieur ou distributeur aura fait connaître à l'autorité municipale le titre sous lequel il veut l'annoncer, et qu'après avoir remis à cette autorité un exemplaire de cet écrit.

4. La vente ou distribution de faux extraits de journaux, jugemens et actes de l'autorité publique, est défendue, et sera punie des peines ci-après.

5. L'infraction aux dispositions des articles 1 et 4 de la présente loi sera punie d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément.—L'auteur ou l'imprimeur des faux extraits défendus par l'article ci-dessus sera puni du double de la peine infligée au crieur, vendeur ou distributeur des faux extraits.—Les peines prononcées par le présent article seront appliquées sans préjudice des autres peines qui pourraient

10. Las penas señaladas en el artículo anterior, serán dobles en caso de reincidencia.

(170) ANTIGUO ART. 290. Todo individuo que sin haber sido autorizado por la policia, haga el oficio de voceador ó fijador de escritos impresos, dibujos ó grabados, aun cuando tengan los nombres del autor, impresor, dibujante ó grabador, será castigado con una prision de seis dias á dos meses.

(\*) L. de 10 de Diciembre de 1830, sobre los fijadores y voceadores públicos.

ART. 1<sup>o</sup>. Ningun escrito sea hecho á mano, impreso, grabado ó litografiado, que contenga noticias políticas ó que trate de asuntos políticos, podrá fijarse en las calles, plazas ú otros lugares públicos.—Se esceptúan de la presente disposicion, los actos de la aautoridad pública.

2. Cualquiera individuo que quiera ejercer, aunque sea temporalmente, la profesion de fijador ó voceador, de vendedor ó distribuidor en los caminos públicos de escritos impresos, litografiados, grabados ó hechos á mano, estará obligado á declararlo previamente ante la autoridad municipal y á indicar su domicilio.—El voceador ó fijador deberá renovar esta declaracion cada vez que varie de domicilio.

3. Los diarios ó periódicos, las sentencias y demas actos de una autoridad constituida, no podrán anunciarse en las calles, plazas y demas lugares públicos, de otra manera que por su título.—Ningun otro escrito impreso, litografiado, grabado ó hecho á mano, podrá vocearse en la vía pública, sino despues que el voceador ó distribuidor haya hecho saber á la autoridad municipal, el título bajo el cual quiera anunciarlo, y de haber entregado á esta autoridad un ejemplar de dicho escrito.

4. Se prohibe la venta ó distribucion de extractos falsos de diarios, sentencias y actos de la autoridad pública, y la contravencion se castigará con las penas que siguen.

5. La infraccion de las disposiciones de los artículos 1 y 4 de la presente ley, será castigada con una multa de veinticinco á quinientos francos, y con prision de seis dias á un mes, colectiva ó separadamente.—El autor ó impresor de los extractos falsos, prohibidos por el artículo anterior, será castigado con el duplo de la pena señalada al voceador, vendedor ó distribuidor de ellos.—Las penas pronunciadas por el presente artículo, se aplicarán sin perjuicio de las demas en que puedan



être encourues par suite des crimes et délits résultant de la nature même de l'écrit.

6. La connaissance des délits punis par le précédent article est attribuée aux cours d'assises. Ces délits seront poursuivis conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 8 octobre 1830.

7. Toute infraction aux articles 2 et 3 de la présente loi sera punie, par la voie ordinaire de police correctionnelle, d'une amende de vingt-cinq à deux cents francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément.

8. Dans les cas prévus par la présente loi, les cours d'assises et les tribunaux correctionnels pourront appliquer l'article 463 du Code pénal, si les circonstances leur paraissent atténuantes, et si le préjudice causé n'exécède pas vingt-cinq francs.

9. La loi du 5 nivôse an V, relative aux crieurs publics, et l'article 290 du Code pénal, sont abrogés.

L. 16 fév. 1834, sur les crieurs publics.

ART. 1<sup>er</sup>. Nul ne pourra exercer, même temporairement, la profession de crieur, de vendeur ou de distributeur, sur la voie publique, d'écrits, dessins ou emblèmes imprimés, lithographiés, autographiés, moulés, gravés ou à la main, sans autorisation préalable de l'autorité municipale.—Cette autorisation pourra être retirée.—Les dispositions ci-dessus sont applicables aux chanteurs sur la voie publique.

2. Toute contravention à la disposition ci-dessus sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois pour la première fois, et de deux mois à un an en cas de récidive. Les contrevenans seront traduits devant les tribunaux correctionnels, qui pourront, dans tous les cas, appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal.

(\*) L. 10 avril 1834, sur les associations.

ART. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de l'article 291 du Code pénal sont applicables aux associations de plus de vingt personnes, alors même que ces associations seraient partagées en sections d'un nombre moindre, et qu'elles ne se réuniraient pas tous les jours ou à des jours marqués.—L'autorisation donnée par le gouvernement est toujours révocable.

2. Quiconque fait partie d'une association non autorisée sera puni de deux mois à un an d'em-

haber incurrido á consecuencia de los crímenes y delitos que resultaren de la naturaleza misma del escrito.

6. El conocimiento de los delitos castigados por el artículo anterior, se atribuye á las cortes de assises. Estos delitos serán perseguidos conforme á las disposiciones del artículo 4 de la ley de 8 de Octubre de 1830.

7. Toda infracción de los artículos 2 y 3 de la presente ley, será castigada por la vía ordinaria de policía correccional, con una multa de veinticinco á doscientos francos, y con prision de seis dias á un mes, colectiva ó separadamente.

8. En los casos previstos por la presente ley, las cortes de assises y los tribunales correccionales, podrán aplicar el artículo 463 del Código penal, si las circunstancias les parecieren atenuantes y si el perjuicio causado no excediere de veinticinco francos.

9. La ley de 5 nivoso año V, relativa á los vocadores públicos y el artículo 290 del Código penal, están derogados.

L de 16 de Febrero de 1834, sobre los vocadores públicos.

ART. 1<sup>o</sup>. Nadie podrá ejercer ni aun temporalmente, la profesion de voceador, vendedor ó distribuidor en la vía pública, de escritos, dibujos ó emblemas impresos, litografiados, autografiados, moldados, grabados ó hechos á mano, sin autorizacion previa de la autoridad municipal.—Esta autorizacion podrá retirarse.—Las disposiciones antedichas son aplicables á los cantadores en la vía pública.

2. Toda contravencion á la disposicion anterior, se castigará con una prision de seis dias á dos meses por la primera vez, y de dos meses á un año en caso de reincidencia. Los contraventores se harán comparecer ante los tribunales correccionales, los que podrán en todos los casos aplicar las disposiciones del artículo 463 del Código penal.

(\*) L. de 10 de Abril de 1834, sobre las asociaciones.

ART. 1<sup>o</sup>. Las disposiciones del artículo 291 del Código penal, son aplicables á las asociaciones de mas de veinte personas, aun cuando estas estén divididas en secciones de menor número, y que no se reunan todos los dias ó en dias señalados.—La autorizacion dada por el gobierno es siempre revocable.

2. Cualquiera que haga parte de una asociacion no autorizada, se castigará con dos meses á

prisonnement et de cinquante francs à mille francs d'amende.—En cas de récidive, les peines pourront être portées au double.—Le condamné pourra, dans ce dernier cas, être placé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'exécèdera pas le double du maximum de la peine.—L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué dans tous les cas.

3. Seront considérés comme complices et punis comme tels, ceux qui auront prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée.

4. Les attentats contre la sûreté de l'État, commis par les associations ci-dessus mentionnées, pourront être déferés à la juridiction de la Chambre des Pairs, conformément à l'article 28 de la Charte constitutionnelle.—Les délits politiques commis par lesdites associations seront déferés au jury, conformément à l'article 69 de la Charte constitutionnelle.—Les infractions à la présente loi et à l'article 291 du Code pénal seront déferées aux tribunaux correctionnels.

5. Les dispositions du Code pénal auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi continueront de recevoir leur exécution.

(171) DÉCR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. I.

ART. 14. Ceux qui voudront former des sociétés ou clubs seront tenus, à peine de deux cents livres d'amende, de faire préalablement au greffe de la municipalité, la déclaration des lieux et jours de leurs réunions; et, en cas de récidive ils seront condamnés à cinq cents livres d'amende. L'amende sera poursuivie contre les présidens, secrétaires ou commissaires de ces clubs ou sociétés.

(172) CODE PÉNAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 8. L'homicide commis sans préméditation sera qualifié meurtre et puni de la peine de vingt années de fers.

(173) CODE PÉNAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 11. L'homicide commis avec préméditation sera qualifié d'assassinat et puni de mort.

un año de prision y con una multa de cincuenta á mil francos.—En caso de reincidencia podrán aumentarse las penas hasta el duplo de ellas.—En este último caso, podrá ponerse al sentenciado bajo la vigilancia de la alta policía, durante un tiempo que no exceda del duplo del *maximum* de la pena.—En todos los casos podrá aplicarse el artículo 463 del Código penal.

3. Se considerarán como cómplices y se castigarán como tales, los que hubieren prestado ó alquilado á sabiendas, su casa ó vivienda para una ó varias reuniones de una asociacion no autorizada.

4. Los atentados contra la seguridad del Estado cometidos por las asociaciones arriba mencionadas, podrán ser sometidas á la jurisdiccion de la Cámara de los Pares, conforme al artículo 28 de la Carta constitucional.—Los delitos políticos cometidos por dichas asociaciones, se someterán al jurado, conforme al artículo 69 de la misma Carta.—Las infracciones de la presente ley y del artículo 291 del Código penal, se someterán á los tribunales correccionales.

5. Las disposiciones del Código penal que no estén derogadas por la presente ley, continuarán vigentes.

(171) DÉCR. 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correccional, tit. I.

ART. 14. Los que quisieren formar sociedades ó clubs, estarán obligados bajo la pena de doscientas libras de multa, á hacer previamente en la escribanía de la municipalidad, la declaracion de los lugares y dias de su reunion; y en caso de reincidencia, serán condenados á quinientas libras de multa. Esta se exigirá á los presidentes, secretarios ó comisarios de estos clubs ó sociedades.

(172) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. II, seccion I.

ART. 8. La muerte cometida sin premeditacion se calificará de homicidio y se castigará con la pena de veinte años de grillete.

(173) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup> tit. II, seccion I.

ART. 11. El homicidio cometido con premeditacion, se calificará de asesinato y se castigará con la muerte.



(174) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 10. Si le meurtre est commis dans la personne du père ou de la mère légitimes ou naturels, ou de tout autre ascendant légitime du coupable, le parricide sera puni de mort, et l'exception portée au précédent article ne sera point admissible.

(175) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 12. L'homicide commis volontairement par poison sera qualifié de crime d'empoisonnement, et puni de mort.

(176) ANCIEN ART. 304. Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit.—En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 14. Sera qualifié assassinat, et comme tel puni de mort, l'homicide qui aura précédé, accompagné ou suivi d'autres crimes, tels que ceux de vol, d'offense à la loi, de sédition ou tous autres.

(177) ANCIEN ART. 309. Sera puni de la peine de la réclusion, tout individu qui aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 20. Les blessures qui n'auront pas été faites involontairement, et qui porteront les caractères qui vont être spécifiés, seront poursuivies par action criminelle, et punies des peines déterminées ci-après.

21. Lorsqu'il sera constaté, par les attestations légales des gens de l'art, que la personne maltraitée est, par l'effet desdites blessures, rendue incapable de vaquer pendant plus de quarante jours à aucun travail corporel.

22. Lorsque, par l'effet desdites blessures, la

(174) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup> tit. II, seccion I.

ART. 10. Si el homicidio se cometiere en la persona del padre ó de la madre legítimos ó naturales, ó de cualquiera otro ascendiente legítimo del culpable, el parricida se castigará con la muerte, sin que sea admisible la escepcion que espresa el artículo anterior.

(175) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. II, seccion I.

ART. 12. El homicidio cometido voluntariamente por medio del veneno, se calificará de crimen de envenenamiento y se castigará con la muerte.

(176) ANTIGUO ART. 304. El homicidio se castigará con la pena de muerte, cuando le haya precedido, acompañado ó seguido otro crimen ó delito.—En cualquiera otro caso, el culpable de homicidio se castigará con la pena de trabajos forzados perpetuos.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. II, seccion I.

ART. 14. Será calificado de asesinato y como tal castigado con la muerte, el homicidio que haya sido precedido, acompañado ó seguido de otros crímenes, tales como los de robo, ofensa á la ley, de sedicion ó cualesquiera otros.

(177) ANTIGUO ART. 309. Será castigado con la pena de reclusion todo individuo que haya inferido heridas ó dado golpes, si resultare de estos actos de violencia, una enfermedad ó inhabilidad para el trabajo personal durante mas de veinte dias.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup> tit. II, seccion I.

ART. 20. Las heridas que no hayan sido inferidas involuntariamente y que tengan los caracteres que van á especificarse, serán perseguidas por accion criminal y castigadas con las penas que se determinan en seguida.

21. Cuando se comprobare por los testimonios legales de los peritos, que el individuo maltratado está, por efecto de dichas heridas, imposibilitado de ocuparse mas de cuarenta dias de ningun trabajo corporal.

22. Cuando por efecto de dichas heridas la per-

personne maltraitée aura eu un bras, une jambe ou une cuisse cassée, la peine sera de trois années de détention.

23. Lorsque, par l'effet desdites blessures, la personne maltraitée aura perdu l'usage absolu, soit d'un œil, soit d'un membre, ou éprouvé la mutilation de quelque partie de la tête ou du corps, la peine sera de quatre années de détention.

24. La peine sera de six années de fers, si la personne maltraitée s'est trouvée privée, par l'effet desdites violences, de l'usage absolu de la vue, ou de l'usage absolu des deux bras ou des deux jambes.

25. La durée des peines portées aux quatre articles précédens sera augmentée de deux années lorsque lesdites violences auront été commises dans une rixe ou que celui qui les aura commises aura été l'agresseur.

(178) ANCIEN ART. 310. Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2<sup>e</sup> part., tit. II, sect. I.

ART. 27. Lorsque les violences spécifiées aux articles 21, 22, 23, 24 et 26 (P. 309 note) auront été commises avec préméditation et guet-apens, le coupable sera puni de mort.

(179) ANCIEN ART. 311. Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ni incapacité de travail personnel de l'espèce mentionné en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs. S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

DECR. 19—22 juil. 1791, relatif à la organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 13. Ceux qui, hors les cas de légitime défense et sans excuse suffisante, auraient blessé ou même frappé des citoyens, si le délit n'est pas de la nature de ceux qui sont punis des peines portées au Code pénal, seront jugés par la police correctionnelle, et, en cas de conviction, condamnés, selon la gravité des faits, à une amende qui ne

sona maltratada resultare con un brazo, una pierna ó un muslo rotos, la pena será de tres años de detencion.

23. Cuando por efecto de dichas heridas la persona maltratada haya perdido el uso absoluto de un ojo, de un miembro ó sufrido la mutilacion de alguna parte de la cabeza ó del cuerpo, la pena será de cuatro años de detencion.

24. La pena será de seis años de grillete, si la persona maltratada se hallare privada, por efecto de dichas violencias, del uso absoluto de la vista, de los dos brazos ó de las dos piernas.

25. La duracion de las penas espresadas en los cuatro artículos anteriores, se aumentará á dos años mas, cuando dichas violencias hayan sido cometidas en una rixa ó cuando el que las haya cometido, hubiere sido el agresor.

(178) ANTIGUO ART. 310. Si el crimen mencionado en el artículo anterior ha sido cometido con premeditacion ó acecho, la pena será de trabajos forzados por tiempo.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2<sup>a</sup>, tit. II, seccion I.

ART. 27. Cuando las violencias especificadas en los artículos 21, 22, 23, 24 y 26 (P. 309 nota), se hayan cometido con premeditacion y acecho, el culpable será castigado con la muerte.

(179) ANTIGUO ART. 311. Cuando la herida ó los golpes no hubieren ocasionado ninguna enfermedad, ni ninguna incapacidad para el trabajo personal, de la especie mencionada en el artículo 309, el culpable será castigado con una prision de un mes á dos años y con una multa de diez y seis á doscientos francos. Si hubiere habido premeditacion ó acecho, la prision será de dos á cinco años y la multa de cincuenta á quinientos francos.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

DECR. 19—22 de Julio de 1791, relativo á la organization de una policia municipal y correccional, tit. II.

ART. 13. Los que fuera de los casos de legitima defensa y sin escusa bastante, hubieren herido ó aull golpeado algunos ciudadanos, si el delito no fuere de la naturaleza de los que se castigan con las penas señaladas en el Código penal, serán juzgados por la policia correccional, y en el caso de conviccion, condenados, segun la gra-